

Etablissement public à caractère
administratif 73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

GBM n°25028

**Prestation de collecte, de traitement et de la valorisation des déchets sur le site IGN de
Saint-Mandé (94) - 5 lots**

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés Département
des marchés
73 avenue de Paris 94165
Saint-Mandé CEDEX

Table des matières

ARTICLE 1 -OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 - NATURE, MODE DE PASSATION ET MODE D'EXECUTION DU MARCHE	3
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5 - DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION	4
ARTICLE 7 - PRIX DU MARCHE.....	4
ARTICLE 8 -MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
ARTICLE 9 -DEMARCHES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	8
ARTICLE 10 - MODALITES DE FACTURATION	8
ARTICLE 12 - SECRET- CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
ARTICLE 14 - AVANCE.....	11
ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 16 - ASSURANCES ET RESPONSABILITES.....	12
ARTICLE 17 - CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS	12
ARTICLE 18 -RESILIATION.....	13
ARTICLE 19 -PENALITES	13
ARTICLE 20- LANGUE DU MARCHE.....	14
ARTICLE 21 - LITIGES	14
ARTICLE 22 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	14

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la collecte, le traitement et la valorisation des déchets sur le site IGN de Saint- Mandé (94).

ARTICLE 2 - NATURE, MODE DE PASSATION ET MODE D'EXECUTION DU MARCHE

PROCEDURE :

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée prévue aux articles R 2123-1 et R 2123-4 à R 2123-6 du Code de la Commande Publique.

DECOMPOSITION :

La consultation est constituée de 5 lots :

- Lot 1 : Déchets industriels dangereux.
- Lot 2 : Nettoyage des bacs de graisse et à fécule.
- Lot 3 : Réceptacles d'hygiène féminine.
- Lot 4 : Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.
- Lot 5 : Déchets industriels banals et recyclables.

MODE D'EXECUTION :

La consultation donnera lieu à la signature d'un marché par lot conformément à l'article 2162-1 à 6 du Code de la commande publique avec un titulaire. Un même candidat pourra être titulaire de plusieurs lots.

Il comprend des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires.

- Les prestations des lots 1 et 2, 5 sont déterminées à partir de prix unitaires, à l'établissement d'un bon de commande.
- Les prestations des lots 3 et 4 sont déterminées à partir de prix forfaitaires.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'**acte d'engagement** (formulaire ATTR11) du titulaire et ses annexes financières, propre à chaque lot ;
2. le présent **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) n° GBM 25028 dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;
3. le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) n° GBM 25028, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;
4. le **cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G.-F.C.S) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document réputé connu n'est pas annexé au présent marché ;
5. l'offre technique et financière du titulaire ;
6. les bons de commande émis durant la durée du marché, le cas échéant.

CCAP Prestations de collecte, traitement, valorisation des déchets site IGN Saint-Mandé (94)

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les stipulations des pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans. Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour deux nouvelles périodes d'un an.

Le marché débute à la date de début d'exécution des prestations, soit le 01/08/2025.

La durée totale du marché ne peut excéder quatre ans.

Trois mois au moins avant la fin de la période de validité en cours, l'IGN fait part au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, de son intention de ne pas reconduire le marché.

ARTICLE 5 - DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations débiteront aux dates suivantes :

Lot	Intitulé du lot	Début d'exécution
Lot 1	Collecte, traitement et valorisation des Déchets industriels dangereux	01/08/2025
Lot 2	Nettoyage des bacs de graisse et a fécule	01/08/2025
Lot 3	Location, collecte, traitement et valorisation des réceptacles hygiène féminines	01/08/2025
Lot 4	Collecte, traitement et valorisation des DASRI	01/08/2025
Lot 5	Collecte, traitement et valorisation des Déchets industriels banals	01/08/2025

ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION

L'adresse du lieu d'exécution est la suivante :

Institut National de l'information géographique et forestière

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

ARTICLE 7 - PRIX DU MARCHE

7.1 PRINCIPES GENERAUX

La monnaie de référence est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Le prix est réputé comprendre :

- tous les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations dans les règles de l'art ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.
- La **collecte** des déchets conformément aux fréquences, lieux et modalités précisées dans le CCTP ;
- Le **transport** des déchets vers les centres de tri, de traitement ou d'élimination agréés ;
- Le **traitement**, la **valorisation** ou l'**élimination** des déchets dans le respect de la réglementation en vigueur (tri, recyclage, incinération, enfouissement, etc.) ;
- La fourniture et, le cas échéant, l'**entretien des contenants** (bennes, bacs, etc.) ;
- La gestion de la **traçabilité administrative** : bordereaux de suivi des déchets (BSD), rapports mensuels, registres, déclarations réglementaires ;
- Les **assurances**, les charges sociales et fiscales, les frais de personnel, carburant, matériel, ainsi que toute taxe liée à l'activité (notamment la TGAP)

Clause de réexamen : L'évolution des conditions économiques peut conduire à tout moment les parties à revoir la clause de variation des prix du contrat. Il pourrait notamment s'agir de modifier une ou plusieurs variables dans la formule paramétrique ou le poids de celles-ci. En cas de disparition d'un indice de référence, celui-ci sera remplacé par un autre indice concordant avec l'indice initial et les prestations du marché. Dans tous les cas, toute modification fera l'objet d'une discussion entre les parties et sera formalisée par un avenant au contrat.

En cas d'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures aux parties (épidémie, crise, émeutes...) et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de quinze (15) % du prix stipulé au bordereau des prix unitaires et révisé conformément à l'article 6, en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les parties pourront décider de modifier les prix du marché dans les conditions définies ci-après, étant précisé que la présente clause s'applique prix unitaire par prix unitaire.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'IGN mais est initiée par le seul Titulaire. Le Titulaire adresse à l'IGN, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes. A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, l'IGN notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au Titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts.

En tout état de cause, ces prix nouveaux n'excéderont pas le montant calculé comme suit :

- **Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 50%)**

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification des prix nouveaux pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté les prix nouveaux fixés par l'IGN. En cas d'acceptation, les prix nouveaux s'appliquent en lieu et place des prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables. L'ensemble des prix nouveaux ainsi notifiés pourra être modifié par l'IGN en cas de baisse des coûts au cours de l'exécution du marché et sans l'accord préalable du Titulaire. Il est précisé que le Titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

7.2 FORME DU PRIX

Le marché comporte, selon les lots, des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires, selon la répartition suivante :

OCAP Prestations de collecte, traitement, valorisation des déchets site IGN Saint-Mandé (94)

- **Lots 1, 2 et 5** : les prestations sont rémunérées sur la base de **prix unitaires**, appliqués aux quantités réellement exécutées. Ces prestations feront l'objet de **bons de commande**, émis par le pouvoir adjudicateur selon les besoins, dans le cadre des prix du bordereau établi par le titulaire.
- **Lots 3 et 4** : les prestations sont rémunérées sur la base de **prix forfaitaires**, déterminés de manière globale et définitive pour la totalité des prestations prévues pour chacun des lots concernés.

Les prix sont exprimés en **euros hors taxes (HT)**. La TVA est indiquée distinctement.

7.2.1 PRIX UNITAIRES :

Le prix des lots cités ci-dessous est unitaire.

Lot 1 - Déchets industriels dangereux :

Le prix est réglé par application des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix aux quantités livrées ou exécutées.

Le prix à la rotation (enlèvement et transport) inclut le prix de l'audit, le prix de la détermination des codes pour chaque type de déchets, le prix de la collecte, le prix de transport jusqu'à un centre de traitement agréé et le prix de l'élimination des déchets.

Lot 2 - Nettoyage des bacs de graisse et à fécule :

Le prix indiqué dans le bordereau des prix inclut le prix de curage en amont et en aval des bacs, le prix de l'acheminement et le traitement des graisses dans un centre agréé.

Lot 5 - Déchets industriels banals :

Le prix de la location de la benne est établi sur une base mensuelle forfaitaire.

Le prix de chaque rotation (enlèvement/remplacement) est facturé à l'unité, en fonction des prestations effectivement réalisées.

Le traitement des déchets est facturé au poids, c'est-à-dire à la tonne, selon les tarifs unitaires figurant dans le bordereau de prix.

La facturation repose sur les quantités réellement collectées et triées, justifiées par les tickets de pesée remis par le prestataire.

7.2.2 PRIX FORFAITAIRES :

Le prix des lots cités ci-dessous est forfaitaire.

Lot 3 - Réceptacles d'hygiène féminine :

Le prix indiqué dans le bordereau des prix est forfaitaire. **Le prix est mensuel.**

Lot 4 - Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés :

Le prix indiqué dans le bordereau des prix est forfaitaire. **Le prix est mensuel.**

Le prix inclut le prix de la fourniture, de la pose des appareils, le prix de l'approvisionnement des équipements en produits consommables et en pièces détachées, le prix de la réparation, le prix de remplacement, le prix de la vérification, le prix de l'entretien des équipements, de la rotation et le prix de l'élimination des déchets.

7.3 VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes la première année. Ils sont révisibles chaque année à la date d'anniversaire de la notification du marché.

Le titulaire doit calculer la révision de prix applicable à la date d'anniversaire de la notification du marché et fournir au pouvoir adjudicateur le nouveau bordereau des prix révisé ainsi que les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul.

Le prix des prestations est révisable par application de la formule de révision ci-après.

$$P = P_o \times [0,125 + (0,875 \times (I / I_o))]$$

P = Prix révisé

P_o = Prix initial des prestations à la date de notification du marché

Indice de révision des lots 2, 3, 4 et 5 : Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux

I_o = Dernier indice connu et publié « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764301, à la date de notification du marché.

I = Dernier indice connu et publié « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764301 à la date de révision du marché.

Indice de révision du lot 1 « déchets industriels dangereux » :

I_o = Dernier indice connu et publié « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché CPF 38.12 – collecte des déchets dangereux Base 2021 » publié par l'INSEE, Identifiant : 010764304, à la date de notification du marché.

I = Dernier indice connu et publié « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché CPF 38.12 – collecte des déchets dangereux Base 2021 » publié par l'INSEE, Identifiant : 010764304, à la date de révision du marché.

Le coefficient de révision des prix obtenu est arrondi au millième supérieur.

7.4 ACTUALISATION DES PRIX

Le prix du marché sera actualisé selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (I / I_o)$$

- **P** : prix actualisé
- **P_o** : prix initial (à la date de remise de l'offre)
- **I** : dernier indice connu à la date d'exécution (ou mois de référence défini)
- **I_o** : indice de référence à la date de remise des offres

L'indice utilisé est : **syntec**

Cette actualisation s'applique uniquement si un décalage de plus de **3 mois** est constaté entre la date de remise des offres et la date de début d'exécution.

ARTICLE 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire du marché dans les conditions suivantes:

- Les conditions financières du marché en cours serviront de base pour la négociation de prestations similaires.
- Le nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 9 - DEMARCHE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de la démarche de développement durable portée par l'IGN pour l'ensemble de ses achats, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des exigences techniques et conditions d'exécution décrites dans le présent document, qui visent à réduire les nuisances environnementales et à renforcer les impacts sociaux et éthiques des prestations.

Cela inclut notamment :

- La préservation de la biodiversité et de l'environnement (limitation des émissions de gaz à effet de serre, choix de filières de traitement conformes et vertueuses),
- La réduction de la production de déchets non valorisables,
- La limitation de la consommation de ressources naturelles (eau, carburant, matériaux),
- La garantie de conditions de travail dignes et sécurisées pour le personnel mobilisé (agents de collecte, chauffeurs, opérateurs de tri...).

Le titulaire met en œuvre :

- Des méthodes de collecte optimisées (tournées réduisant les kilomètres parcourus, mutualisation des rotations, véhicules à faibles émissions, etc.),
- Des équipements et contenants propres, adaptés, durables, avec une traçabilité complète de leur usage,
- Des filières de traitement transparentes, conformes aux exigences réglementaires (ICPE, BSD, etc.) et favorisant le recyclage ou la réutilisation.

Les produits de nettoyage ou d'entretien des contenants doivent être obligatoirement porteurs d'un écolabel reconnu ou présenter une fiche technique à faible impact certifié.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à :

- Remonter toute anomalie constatée sur le site lors de ses interventions : fuites, erreurs de tri, dépôts sauvages, ou facteurs de gaspillage,
- Limiter les déplacements et favoriser l'usage des transports en commun par ses agents, grâce à une organisation horaire cohérente,
- Former régulièrement ses équipes aux bonnes pratiques environnementales, à la sécurité, et à la qualité des prestations,
- Encourager l'insertion professionnelle, notamment via l'embauche de personnes éloignées de l'emploi.

Les engagements de développement durable (produits, moyens, méthodes, procédures) décrits dans l'offre sont contractuellement opposables et doivent être mis en œuvre de manière effective tout au long de l'exécution du marché.

Le non-respect de ces engagements pourra entraîner l'application de pénalités, une mise en demeure de correction, voire, en cas de persistance, la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 10 - MODALITES DE FACTURATION

Le titulaire émettra une facture distincte pour chaque lot exécuté, selon la nature des prestations :

1° Le règlement des sommes dues au titulaire est subordonné à la transmission préalable par celui-ci d'une facture valant demande de paiement.

- **Les factures seront émises mensuellement à terme échu pour les lots 3, 4 et 5.**
- **Les factures du lot 1 et 2 seront émises après chaque prestation.**

Les factures ne seront recevables qu'à la condition expresse d'être accompagnées des bons d'enlèvement et des attestations d'élimination des centres de traitement pour les déchets concernés (ticket de pesée + BSD).

Dans le cas contraire, la prestation sera jugée incomplète et donc non facturable.

2° Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN.

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

3° Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- la référence du service prescripteur de l'IGN (SGM),
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- la désignation de la prestation réalisée,
- le prix hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le prix toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

ARTICLE 11 - MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue à terme échu, suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif dans un délai global maximum de trente

(30) jours à compter de la réception des factures dûment renseignées.

Le décompte du délai se fait à réception de la facture qui vaut demande de paiement. Toutefois, le point de départ du délai est la date à laquelle le paiement est exigible, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire et des sous- traitants éventuels.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituées d'une dotation de l'État et de recettes d'activités.

ARTICLE 12 - SECRET- CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations stockées dans les matériels ni de faire accéder un tiers à ces mêmes informations sans l'accord de l'IGN.

Tous les documents reçus avant la notification du marché ou communiqués pendant la période d'exécution et transmis au titulaire à titre confidentiel, ne peuvent sans autorisation préalable de l'IGN être transmis à d'autres personnes.

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations techniques, financières ou commerciales qu'il aurait été amené à connaître concernant l'IGN, ainsi que les produits, les moyens et les projets de ce dernier.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires et appropriées, y compris auprès de son propre personnel, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

Les termes de cet article s'appliquent en intégralité aux sous-traitants éventuels du titulaire.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pendant toute la durée du marché et pour chaque lot, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes du personnel d'enlèvement et de l'usage du matériel.

Il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer dans la limite de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers
- à ses biens, à ceux de l'IGN ou à ceux de tiers.

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il garantit l'IGN contre tout recours.

En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, le titulaire doit aviser l'IGN dans les délais les plus courts et prendre en accord avec l'IGN les mesures nécessaires.

Le titulaire devra fournir, avant le démarrage des prestations, les documents et autorisations suivants :

- Le numéro d'enregistrement au registre des transporteurs de déchets conformément à l'article R.541-50 du Code de l'environnement ;
- Le cas échéant, l'autorisation d'exploitation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour les activités de traitement ou stockage.

- Une attestation de traçabilité des déchets, avec les conventions ou partenariats avec des centres de traitement agréés.
- Les certificats de conformité des véhicules utilisés, notamment concernant les normes environnementales (Euro VI ou équivalents).
- Une attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle couvrant l'ensemble des prestations.

Ces documents sont contractuellement opposables et devront être tenus à jour pendant toute la durée du marché.

L'IGN se réserve le droit de procéder à tout moment à un contrôle sur site, ou à un audit documentaire des prestations (traçabilité, conformité réglementaire, sécurité...). Le titulaire devra coopérer pleinement à ces contrôles.

ARTICLE 14 - AVANCE

Au titre du présent marché, et sauf renonciation de sa part à l'acte d'engagement, le titulaire peut prétendre au versement d'une avance de 10 % si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à 5 et R.2191-11 et 12 du code de la commande publique sont satisfaites

ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et à l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Quelle que soit sa forme de présentation, cet acte doit reprendre tous les renseignements mentionnés ci-dessous :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant.

traitant.

Attention : si le titulaire a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 16 - ASSURANCES ET RESPONSABILITES

ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

RESPONSABILITES

Les bennes, les bacs, les caisses palettes, les conteneurs (...) sont sous la responsabilité de l'IGN, dès la fin de la prestation de mise à disposition et jusqu'au début de la prestation d'enlèvement.

Lors de la mise à disposition, les bennes, les bacs, les caisses palettes, les conteneurs seront nettoyés de tout déchet et en bon état. L'IGN est libre de refuser une benne qui ne serait pas propre ou manifestement trop dégradée pour permettre le bon déroulement des prestations.

ARTICLE 17 - CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

CORRESPONDANT DE L'IGN

A compter de la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par le Service de l'immobilier de la logistique (SILOG). Le titulaire est informé du (ou des) référent(s) technique(s) IGN après notification du marché.

Le suivi administratif IGN du marché est assuré par le Département des marchés (courriel : marches-publics@ign.fr).

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

CORRESPONDANT DU TITULAIRE

Le candidat retenu devra désigner un ou plusieurs interlocuteur(s) privilégié(s) disponible(s) à tout moment pour l'établissement et transmettre ses coordonnées à son représentant.

En cas d'impossibilité d'effectuer la prestation suivant les modalités définies, le candidat s'engage à informer l'établissement dans les plus brefs délais.

Le candidat s'engage à participer ponctuellement à des actions d'information internes sur la gestion des déchets ainsi qu'à la rédaction de documents d'information à destination du personnel.

ARTICLE 18 - RESILIATION

Résiliation pour faute du titulaire :

L'IGN peut prononcer, par courrier recommandé avec A.R, la résiliation du marché aux torts du titulaire et sans indemnité dans les cas suivants :

- dans les cas énumérés à l'article 32 du C.C.A.G.- F.C.S.
- si le titulaire ne respecte pas les obligations découlant du CCTP, CCAP, de l'AE ou de sa proposition technique.

L'IGN peut prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire a un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'IGN peut décider exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire. La résiliation prend effet à compter de la notification de la décision

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire fautif.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

L'IGN peut prononcer, par courrier recommandé avec A.R, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article 33 du C.C.A.G.- F.C.S.

Résiliation en cas de changement de situation du titulaire au regard des interdictions de soumissionner :

La résiliation du marché pourra être prononcée dans les cas énumérés à l'article L. 2195-4 du code de la commande publique.

Résiliation en raison d'un manquement constaté par la cour de justice de l'union européenne :

La résiliation du marché pourra être prononcée dans les conditions prévues à l'article L. 2195-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 19 - PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS ; dans l'hypothèse où le service ne serait pas effectué pour des raisons inhérentes au titulaire, le titulaire devra une indemnité à l'IGN, par lot concerné, égale à :

<ul style="list-style-type: none">• Non-respect de l'enlèvement des déchets sous le délai imparti	Il sera fait application d'une pénalité de 40 €HT/jour de retard.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------

<ul style="list-style-type: none"> Absence de mise à disposition d'un contenant (benne, caisse, bidon, fût, cuve, container...etc.) 	Il sera fait application d'une pénalité de 50 €HT/jour de retard.
<ul style="list-style-type: none"> Benne non vidée entièrement 	Il sera fait application d'une pénalité de 50 €HT par benne non vidée.
<ul style="list-style-type: none"> Infraction aux règles de pesées 	Il sera fait application d'une pénalité de 200 €HT par infraction constatée.
<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition d'un contenant non adapté au type de déchet 	Il sera fait application d'une pénalité de 50 €HT par infraction constatée.
<ul style="list-style-type: none"> Non transmission des bordereaux de suivi d'enlèvement, traitement, recyclage, valorisation...des déchets 	Il sera fait application d'une pénalité de 50 €HT/jour de retard.
<ul style="list-style-type: none"> Non-respect du type de camion prévu pour le transport des déchets et non-respect des critères environnementaux 	Il sera fait application d'une pénalité de 50 €HT par infraction constatée.
<ul style="list-style-type: none"> Non-respect du centre de traitement des déchets indiqué 	Il sera fait application d'une pénalité de 50 €HT par infraction constatée sur le bordereau de suivi de déchets.
<ul style="list-style-type: none"> Dépôt sauvage ou dispersion de déchets lors de la collecte - Déchets laissés ou répandus sur la voie publique ou sur site 	Il sera fait application d'une pénalité de 500 €HT par infraction constatée.
<ul style="list-style-type: none"> Modification du planning de collecte prévu pour ce marché sans accord ou demande préalable de l'IGN 	Il sera fait application d'une pénalité de 50 €HT par infraction constatée.

Les pénalités seront automatiquement déduites par l'IGN de la facture mensuelle à laquelle ces pénalités se rapportent.

ARTICLE 20- LANGUE DU MARCHÉ

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

ARTICLE 21 - LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.

La loi française est seule applicable au présent marché.

ARTICLE 22 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS par l'article 19 du présent CCP (pénalités).